

Responsable pour le futur: repenser le capitalisme

GD1 // Général

Modérateur

Erik Izraelewicz

Directeur et membre du directeur,
Le Monde

Intervenants

Antoine Frérot

Président Directeur Général, Veolia Environnement

Michel Pébereau

Président, BNP Paribas

Augustin de Romanet

Directeur Général, Caisse des Dépôts et Consignations

Francisco « Chico » Whitaker Ferreira

Co-fondateur, Forum Social Mondial



Résumé analytique

Pour trois des quatre orateurs (**Antoine Frérot**, **Michel Pébereau** et **Augustin de Romanet**), le système capitaliste n'est pas une idéologie, il n'obéit pas à un dogme. Le système capitaliste a donc développé sa logique propre par accumulation des logiques des entreprises, de leurs clients et de ceux qui les financent, chacun essayant d'influencer les autres à son bénéfice. Les trois convergent quand ils affirment que, dans un régime de liberté, chaque type d'acteur (entreprises, collectivités, financiers) a, à long terme, intérêt à promouvoir un capitalisme dont l'impact sur l'environnement est soutenable, et qui contribue à l'amélioration de la société. Et tous d'insister que chaque type d'acteur a la capacité d'y contribuer. Ils convergent également pour dire que l'optique à long terme, qui vise à maximiser les bénéfices à l'ensemble de la société est la plus souhaitable, mais pas toujours la plus visible. Ils convergent enfin pour reconnaître que le cycle crise/expansion est une caractéristique de ce système qui renaît perpétuellement de ses cendres et est donc continuellement repensé. La dernière crise est une crise de régulation. Elle a pour résultat actuellement un déséquilibre prononcé des finances publiques des Etats des pays développés, dont on peut s'interroger sur l'impact pour une évolution vers un développement durable.

Francisco Whitaker pense autrement dans plusieurs de ces aspects. Il considère aussi que le système capitaliste est capable de renaître toujours de ses cendres et qu'il doit donc être continuellement repensé, mais que cette renaissance se fait tout en assurant la continuité de sa logique, qui n'est pas tournée vers l'amélioration de la société. Dans cette logique, cette renaissance n'est qu'un prétexte pour le développement des affaires, le but étant de gagner et d'accumuler de l'argent, dans le plus court terme possible. Selon **Francisco Whitaker**, la dernière crise est le résultat d'un manque de

contrôle social sur l'avidité de ceux qui dirigent les entreprises et manipulent des finances, et que le moment arrive de ne plus chercher à « repenser » le capitalisme mais de construire un « post-capitalisme basé sur une autre logique ». L'axe, la responsabilité et l'intensité de la « revue » varient donc selon les interlocuteurs. Mieux intégrer le long terme, partager la création de richesse entre les différentes parties prenantes, intégrer le concept de frugalité dans sa régulation font partie des axes retenus par certains. Il s'agit de modifier le comportement de deux acteurs en particulier, le consommateur et l'entrepreneur. L'initiative revient à l'entrepreneur pour **Michel Pébereau**, au régulateur pour **Augustin de Romanet**, aux sociétés, à l'Etat et aux politiques publiques pour **Francisco Whitaker**. L'intensité et l'urgence de l'évolution est plus variée encore :

- **Francisco Whitaker** n'accepte pas l'idée de réduire tous les citoyens – avec leurs droits – à des consommateurs ayant accès aux biens et services dont ils ont besoin uniquement s'ils ont de l'argent pour les acheter. Il critique alors la façon dont le système capitaliste pousse les sociétés au consumérisme exacerbé, pour que la machine de production – et le gaspillage de ressources – puisse tourner à une vitesse croissante, ce qui met en danger un développement durable.
- **Antoine Frérot** se prononce pour l'avènement d'un capitalisme de long terme et un nouveau contrat entre les parties prenantes du cycle de création de richesse.
- **Michel Pébereau** et **Augustin de Romanet** se positionnent quant à eux pour une régulation qui harmonise les intérêts à court et long terme des entrepreneurs.

Synthèse

Pour les trois premiers intervenants (**Antoine Frérot, Michel Pébereau et Augustin de Romanet**), le capitalisme est le résultat de la combinaison de la liberté d'entreprendre et de l'accumulation privée des moyens de production. Tel un moteur, il est le produit de la volonté des conducteurs du véhicule qu'il propulse : il n'a ni intention ni volonté, il n'est même pas une condition suffisante du développement humain. Il n'est donc pas une idéologie mais le résultat des activités économiques humaines, encadrées par les lois de la société. La création de richesse y est assumée par l'entreprise, modèle d'organisation humaine qui a développé des processus efficaces et créatifs pour tirer le meilleur parti possible des moyens de production à sa disposition. En ce sens, les trois intervenants convergent sur un même constat : le système capitaliste ne peut s'infléchir que par l'intervention du régulateur ou la modification des comportements des entrepreneurs et des consommateurs.

La crise financière récente est une crise de la régulation financière. Elle a amené un grand nombre d'institutions, en particulier aux Etats-Unis, à une distribution excessive de crédits, par aveuglement ou cupidité. Cette crise a démontré les limites du secteur à s'autoréguler face à la pression de la concurrence, même si de nombreux pays y font exception. Elle ne trouvera sa résolution qu'une fois le redressement des finances publiques des pays de l'OCDE accompli, qui continuera à faire porter un coût élevé aux populations de ces Etats.

Au-delà de cette crise, notre monde économique est engagé dans un élan apparemment insoutenable de consommation de ressources naturelles et de pollution. L'explication en est la quête de la rentabilité, qui pousse les entreprises à faire la promotion de la consommation de leurs produits. Mais la rentabilité est le seul critère efficace d'appréciation de l'utilité de l'action d'une entreprise. Mieux, elle garantit sa survie et contribue à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble, comme l'ont démontré les Trente Glorieuses et comme le démontre l'accès de la population chinoise à la prospérité ces dernières années; même si le cas chinois d'un capitalisme d'Etat présente des caractéristiques de régulation exceptionnelles dans l'économie mondiale.

La question est donc d'encourager les entreprises à développer des activités soutenables, à la fois socialement et pour l'environnement. C'est leur intérêt vis-à-vis de toutes les parties prenantes de la chaîne de création de richesse :

- de leurs employés, qui désertent autant que possible une structure au comportement non éthique ou irresponsable ;
- de leurs actionnaires, qui ne s'engageront pas dans le soutien à une organisation dont les perspectives de long terme sont incertaines ;
- de leurs clients, qui intègrent de plus en plus les démarches de soutenabilité dans leur comportement d'achat ;
- de leurs financiers, qui organisent des accords internationaux pour garantir l'acceptabilité environnementale et sociétale des projets qu'ils soutiennent ;

- des territoires, qui n'hésitent plus à poursuivre les entreprises aux comportements non éthiques, ni à refuser l'implantation de projets qui ne leur conviennent pas.

Les intervenants de la table-ronde qui sont des responsables d'entreprises rappellent que leurs entreprises sont depuis longtemps engagées dans ces démarches.

La **Caisse des Dépôts** a depuis longtemps fait le choix :

- d'une finance au bénéfice de tous via le micro crédit, le prêt d'honneur, le financement en fonds propres des petites entreprises;
- d'une finance durable au service du très long terme par le financement des biens publics (sur des durées de 40 ans), par l'intervention en fonds propres pour des périodes longues auprès des entreprises;
- de l'implication dans l'investissement socialement responsable comme l'attention portée à l'encouragement des entreprises citoyennes (par exemple en se montrant attentif à la participation des salariés).

Veolia l'est également par métier, étant impliquée dans la construction et l'exploitation d'infrastructures environnementales et sociales (eau, propreté, services énergétiques, transport) de long terme, mais aussi par son implication dans les territoires très proche des collectivités et donc étroitement associée à leur épanouissement. C'est dans son cœur de métier qu'elle a trouvé des solutions pour favoriser l'accès à l'eau des plus pauvres, combinant nouvelles techniques et modèles de solidarité tarifaire.

BNP Paribas l'est par stratégie. Dès son origine, elle a promu auprès de ses actionnaires des projets de moyen et long terme dont elle a voulu faire, au-delà des résultats, les critères déterminants de leur décision d'investir. De la même manière, entreprise de services, elle a fait de la gestion sociale de l'organisation un thème d'excellence. Enfin, dès sa privatisation, elle s'est impliquée dans le soutien à l'économie sociale et solidaire, c'est-à-dire dès 1993 avec l'ADIE et l'AFEV.

En ce sens, elles sont plutôt en avance sur le monde des entreprises, mais elles sont aussi révélatrices de ce que les logiques holistiques sont couronnées de succès.

La dictature du court terme souvent invoquée pour justifier les comportements limités est donc largement le produit de la volonté de quelques dirigeants d'entreprises. Pourtant, la vitesse à laquelle les comportements de long terme sont intégrés n'est pas satisfaisante.

Seul le changement de comportement du consommateur et du citoyen peut accélérer l'adoption de cette perspective de soutenabilité environnementale et sociétale. Ce changement est très long, notamment dans les pays en développement dont les besoins essentiels ne sont pas satisfaits. Pour l'infléchir, deux axes de réflexion sont suggérés :

- l'intégration du temps long;
- la redistribution.

L'intégration du temps long vise à stabiliser les conditions d'engagement, notamment financières dans les démarches d'investissement pour mettre en place une solidarité entre l'investisseur ou le prêteur et le réalisateur dans l'aboutissement des projets. Il vise aussi à intégrer les externalités sociales et les conséquences sur l'environnement des comportements marchands dans la réflexion économique. Cette approche est en cours de déploiement, elle doit s'accélérer.

La redistribution est le fait de veiller à ce que le résultat de l'accumulation de richesses né des projets couronnés de succès bénéficie de manière plus homogène à l'ensemble de la population. Elle peut être le résultat de transferts, mais aussi celui de la participation des entreprises au bien-être (emploi, infrastructure, etc.) de la totalité des populations des territoires dans lesquelles elles s'implantent. C'est dans ce domaine que les opportunités de collaboration avec les nouveaux acteurs économiques à objectif social, comme la microfinance, l'entrepreneuriat social, le commerce équitable, sont les plus apparentes.

C'est à ces deux conditions qu'une société plus frugale et plus humaine peut être construite.

La croissance continue à être indispensable, les besoins humains étant loin d'être satisfaits, mais cette croissance doit s'asservir au développement.

La régulation est la mieux à même d'accélérer cette évolution. Cette régulation peut avoir deux sources : l'une coopérative et volontaire des acteurs, l'autre plus politique des collectivités. La plus grande menace à cette évolution favorable provient des Etats, qui vont se trouver contraints de redresser leurs finances gravement obérées par la combinaison d'années de développement à crédit et d'interventions forcées dans le système financier pour en éviter la déroute.

Francisco Whitaker est d'accord avec quelques unes de ces affirmations et initiatives mais considère que tout en pouvant diminuer les effets pervers de la logique du capitalisme, ses résultats pour un développement durable effectif de long terme sont limités par l'acceptation non critique

de ce système. Il milite pour une prise de conscience croissante de ces effets pervers, pour que toujours plus de forces sociales décident de ne plus « repenser » le capitalisme mais de construire un « post-capitalisme » basé sur la coopération et non sur la compétition, sur l'obligation éthique de satisfaire prioritairement les besoins élémentaires des deux tiers de l'humanité vivant encore dans des conditions indignes pour des êtres humains, sur la possibilité d'orienter la vie de chacun, non pour « avoir » toujours plus mais pour « être » toujours plus, et sur le respect de la nature.

Rapporteur officiel:

François Lepicard, Hystra

